

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS
The Worldwide Transportation Network

**5 ans
sur le terrain...
700 Agences
dans le Monde**

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

Tout va bien.
C' est inquiétant

Que l' on ne sache pas, à 10 jours des élections, même approximativement, quel sera le résultat montre bien que les jeux ne sont pas faits, que les pressions, intimidations, truquages, s' ils existent, sont sans grand effet.

Les cas de violences politiques sont restés relativement peu nombreux. Bien loin de l' atmosphère d' inquiétude ou de peur que certains croient voir, on peut constater au contraire une ambiance remarquablement sereine. Y compris à ces dates soi-disant critiques où devaient avoir lieu selon certaines rumeurs affrontements, combats, ou même révolution. Non seulement on n' est pas dans le drame ni la violence, mais on est tout près de la bonne humeur.

Le calme général, et le pourcentage toujours élevé des "non-réponses" dans les sondages semblent indiquer : - que les Cambodgiens continuent à s' informer et n' ont pas encore fait leurs choix; - qu' ils ont bien compris que les votes seront secrets, que personne ne peut les obliger à voter pour tel ou tel parti, ni à dire pour lequel ils voteront.

Donc, jusqu' ici tout va bien, ou peu s' en faut. C' est justement, disent les pessimistes, ce qui pourrait créer, ou aviver des irritations. Aux Etats-Unis notamment, certains voient les élections au Cambodge comme un combat entre le Mal, Hun Sen, et le Bien, Sam Rainsy. Que le Mal puisse rester au pouvoir leur semble insupportable.

Si leurs efforts pour faire triompher le Bien finalement échouaient, craignons leur courroux !
C.N.

Si le PPC gagnait largement ? Et s' il ne gagnait pas ? Une recombinaison "trans-partis" pour donner la priorité à l' économie et au social ?

Les querelles sur la crédibilité des élections ont leur importance, mais enfin, quelle qu' en soit l' issue, il faudra ensuite, c' est à dire bientôt, qu' un nouveau gouvernement prenne la direction des affaires du Cambodge.

Le système proportionnel va contraindre à travailler ensemble des responsables qui précédemment ont mal coopéré. On reporte donc les inquiétudes de la période pré-électorale à la période qui suivra. Comment un gouvernement formé de partis et de personnalités assez disparates va-t' il fonctionner ? Quels seront ses objectifs ? Faut-il attendre la simple poursuite de la période précédente ? Des changements importants ?

Le PPC fort ? Faible ? ...

On peut faire trois hypothèses :
- *le PPC gagne largement.* L' opposition se trouve donc faible, ses composantes ne gênent pas le gouvernement, ou cherchent à s' allier au PPC et à obtenir des postes de responsabilité. Le PPC joue ces composantes l' une contre l' autre, il a la partie belle. L' Assemblée ne lui crée pas de difficultés.

Inconvénients : pas de changements, les graves défauts du système, souvent dénoncés, ne sont pas corrigés. Le Cambodge alors risque de décourager les meilleurs de ses amis.

- *le PPC gagne, mais de peu.* Il doit faire de la place à l' opposition dans le gouvernement (Say Bory (CN 96) imaginait Sam Rainsy vice-Premier ministre, Ranariddh président de l' Assemblée, ...), il doit composer avec l' opposition à l' Assemblée.

Avantages : il y a de meilleures chances pour que les réformes indispensables soient réalisées. Inconvénients : le risque existe d' une période de turbulences politiques, de querelles continues, de paralysie. Alors que la situation financière et économique va demander cohérence, volonté claire, et continuité.

... ou une recombinaison ?

Dans l' hypothèse où le PPC gagnerait de peu, et plus encore s' il n' arrivait pas premier, on

- en finir avec le "tout politique"
- l' inconnue PPC
- Hun Sen l' homme du développement économique et social ?

peut craindre que ses querelles intérieures, jusqu' ici étouffées, ne ressurgissent, aggravées, la minorité entendant alors prendre la direction d' un nouveau PPC. Hypothèse noire : des règlements de compte, des éliminations violentes ...

Mais que ce soit dans la violence ou selon un processus pacifique, on ne peut pas écarter l' hypothèse d' une recombinaison des forces politiques : un regroupement des partisans d' un Cambodge résolument moderne, mettant au premier rang des priorités les impératifs du développement économique et social. Ces partisans existent au PPC comme ailleurs, dans les partis d' opposition. Et à vrai dire, il n' y a pas "opposition", des uns contre les autres sur tous les points. Au contraire, les candidats disent à peu près la même

chose. Et nombreux, de tous bords, sont les responsables de bonne volonté qui voient la nécessité de réformes en profondeur, la nécessité d' en finir avec le "tout politique" pratiqué jusqu' à présent -imposé par une situation politique quasi-inextricable. De se consacrer à l' économie et au social. Il y a à haut niveau des réunions informelles, discrètes, "trans-partis".

Pour eux, le plus important n' est pas les élections -une formalité certes importante-, mais ce qu' on fera ensuite.

et Hun Sen ?

Rien de plus faux que cette image de "communiste attardé" que ses adversaires veulent lui coller. On peut penser au contraire qu' il voit le changement comme inéluctable. Que s' il a fait "profil bas" pendant la campagne, c' est justement pour ne pas apparaître comme trop politisé, pour ménager la transition.

En inaugurant des canaux d' irrigation et des écoles, il cultive l' image de l' homme du développement économique -c' est le thème de campagne qu' il a choisi pour le PPC-, proche du monde rural, d' homme des réalisations concrètes. De l' avenir.

Bien sûr l' idée que Hun Sen pourrait rester le leader du Cambodge pour cette période nouvelle ne plait pas à tout le monde, y compris au sein du PPC. Et bien sûr Sam Rainsy s' estime mieux désigné pour conduire le Cambodge sur ces voies nouvelles.

Une hypothèse heureuse, qui confine au rêve, serait que Hun Sen et Sam Rainsy tirent ensemble le Cambodge dans la même direction. Espérons qu' au moins, alliés ou non, ils ne se paralyseront pas.
C.N.

"Si les élections ne servent pas à chasser Hun Sen elles ne servent à rien"

Le titre de cette contribution pourrait paraître provocateur. Il n'est pourtant que le reflet d'une réalité : la pensée dominante de tous ceux qui, jusqu'ici, ont alimenté une formidable campagne internationale de dénigrement du processus électoral et qui, devant le succès de ce processus, doivent modifier leur stratégie. Ce faisant, ils laissent apparaître les véritables motivations de cette campagne.

Il y a quelques jours, deux centres d'étude américains, l'*International Republican Institute* et le *National Democratic Institute*, chacun proche de leur parti politique respectif et donc très écoutés tant à la Maison Blanche qu'au Congrès, ont publié un document dans lequel on peut lire cette phrase : "*l'appréciation internationale des élections doit aller au-delà des aspects techniques du scrutin*". Les auteurs précisent leur pensée en disant qu'il faut prendre en compte l'incapacité du gouvernement à punir les auteurs de la mort d'une centaine (chiffre qui reste à vérifier) de partisans du prince Ranariddh après juillet 1997.

Tout est dit. Si les élections sont satisfaisantes et dès lors validées, elles auront pour conséquence que M. Hun Sen et le PPC ne seront pas punis pour ce qui s'est passé en 1997. En effet, si les élections sont validées, l'hypothèse de la participation du PPC est hautement probable dans la mesure où le PPC, même s'il devait perdre des sièges, restera à ce point un parti important, qu'il participera à un gouvernement de coalition, conséquence inéluctable du système électoral basé sur la représentation proportionnelle.

Dès lors, pour ces centres d'

études et pour ceux qui partagent la même démarche, l'appréciation des élections doit prendre en compte l'absence de poursuites à l'encontre des personnes responsables de la mort d'officiers affiliés au Funcinpec dans le contexte de la crise violente qui a opposé ce parti au PPC, l'an dernier.

Ainsi, il sera possible de ne pas valider les élections et d'empêcher M. Hun Sen et le PPC de participer au pouvoir.

Pour punir le PPC de la crise de juillet 1997, il faut donc tout faire pour empêcher que les élections soient validées. Tel est, en fin de compte, le véritable ressort qui anime ces deux instituts comme d'ailleurs une partie de la presse anglo-saxonne, Amnesty International, Asia Watch, M. Thomas Hammarberg et le centre des droits de l'Homme de l'ONU ainsi que le gouvernement des Etats-Unis. Il explique la campagne de dénigrement systématique du processus électoral à laquelle on a assisté jusqu'ici, comme il explique que désormais, le processus électoral devenant de plus en plus inattaquable, il faut relever le niveau des exigences requises pour la validation du scrutin.

un processus électoral exemplaire

Il est sans doute très difficile pour certains Occidentaux d'accepter le fait que les Cambodgiens puissent faire mieux et à moindre coût que l'APRONUC, cet organe de l'ONU chargé des élections de 1993. La vieille arrogance occidentale n'est pas morte. Et pourtant, qu'on en juge. En quatre semaines, la Commission Electorale Nationale (CEN) a procédé à l'enregistrement de cinq millions quatre cent mille électeurs, alors

qu'il avait fallu quatre mois à l'APRONUC pour enregistrer quatre millions sept cent mille électeurs. Il y a eu des erreurs ? Des abus ? Des fraudes ? Certes. Mais la CEN les a pris en compte et a rayé des listes à ce jour 1 793 électeurs indûment inscrits.

TRIBUNE LIBRE

par Raoul Jennar

Travail obscur, travail inconnu, pendant des semaines la CEN a procédé à la codification et à la mise en oeuvre de toutes les dispositions pratiques non seulement pour l'enregistrement des électeurs mais également pour l'enregistrement des partis politiques, pour la mise en place des Commissions provinciales et communales, pour la liste des candidats, pour les listes électorales, pour les bulletins de vote, pour les urnes, pour les bureaux de vote, pour la procédure de dépouillement. Des milliers de personnes ont été formées pour chacune des étapes du processus.

La question difficile de l'accès aux média audio-visuels nationaux publics a été réglée sur la base d'un dispositif accepté par 38 partis politiques sur 39. Les restrictions imposées aux chaînes privées font l'objet d'une surveillance étroite qui a amené des interventions auxquelles il a été fait suite.

S'il n'est pas contestable que nombre de cadres de la CEN appartiennent au PPC il n'est pas contestable non plus que ces femmes et ces hommes sont capables de transcender leur allégeance politique pour servir la CEN et leur pays. Qu'on les juge sur leurs résultats plutôt que sur leurs opinions ! La CEN accomplit un travail dont tous les Cambodgiens devraient être fiers, quelle que soit leur opinion politique.

Bien entendu, pas le moindre émerveillement pour ce travail remarquable de la part d'une certaine presse très orientée qui, lorsqu'il s'agissait de l'APRONUC n'exprimait que des louanges !

Les partis politiques, et en particulier les partis d'opposition, ouvrent des bureaux locaux, tiennent des meetings, organisent des caravanes, rassemblent des centaines voire des milliers de personnes qui expriment leur adhésion sans crainte, aux yeux de tous. Des caravanes de joyeux militants scandent leurs slogans, sillonnent les artères des grandes villes (des images que bien entendu CNN ne montre pas). Si la violence et les intimidations étaient du niveau annoncé par les contempteurs du processus électoral, les gens resteraient chez eux.

Sans nul doute, ces performances de la CEN sont rendues possibles par l'assistance technique et financière de l'Union Européenne, du Japon, de l'Australie et du Canada ainsi que du PNUD. Mais les acteurs internationaux n'interviennent jamais dans les choix et les décisions de la CEN.

une campagne de dénigrement systématique

Lorsqu'on parcourt la collection de titres comme le *Cambodia Daily* ou le *Phnom Penh Post*, lorsqu'on lit certaines dépêches d'agences comme l'AFP ou AP, on est impressionné par le caractère systématiquement négatif des articles traitant du processus électoral. On ne souligne pas les performances accomplies, on met en évidence les maladroites, les imperfections techniques, les tentatives de fraude.

On sait que la presse, plus souvent en quête de sensationnel qu'

A PROPOS ...

Phnom Penh : deux candidats ?

A Phnom Penh, il n'y a que deux candidats dont on discute entre nous, nous dit un Cambodgien du "petit peuple" : Hun Sen et Sam Rainsy. Les autres, on les connaît ou on ne les connaît pas, mais au fond les gens vont voter pour Hun Sen ou pour Sam Rainsy. "*Est-ce qu'ils pourraient travailler ensemble ?*"

le PCK second ?

Le *Parti du Citoyen Khmer* (PCK) arrivera en seconde position, derrière le PPC, aux élections, estime son président Nguon Soeur, et le Funcinpec selon lui devancera le Parti de Sam Rainsy. "*Mon parti a recueilli 1.2 million de signatures, nous pouvons compter avoir 25 à 30 députés. De sorte qu'à l'Assemblée les voix du PPC avec celles du PCK seront largement majoritaires*". Le PCK

previent une grande réunion de ses partisans le 20 juillet.

Reastr Niyum : 15 à 20 sièges ?

Le premier Premier ministre Ung Huot, président du *Reastr Niyum* -dissident du Funcinpec- jusqu'ici assez peu présent dans la campagne électorale, réalise pour les deux dernières semaines précédant les élections une vigoureuse campagne d'affichage (comme aussi le

Sangkum Thmei). Il prévoit pour son parti 15 à 20 sièges à l'Assemblée. Il est disposé à entrer dans une coalition avec le PPC.

sondages

Selon le dernier sondage IFRASORC publié le 15 juillet, le parti de Sam Rainsy arriverait en tête, devant le PPC et le Funcinpec, mais 63,8 % des sondés n'expriment pas leur opinion ce qui ne permet aucune prévision valable.

finances, économie : visibilité faible à nulle

1998 est plus difficile que prévu, reconnaît le ministère des Finances. Et les prévisions pour l'année entière comme pour l'année prochaine sont plus difficiles qu'à l'habitude. Les difficultés sont de trois ordres :

- d'abord, les effets des événements de juillet 1998 ne sont pas entièrement dissipés;

- ensuite, en cette année d'élections, les dépenses ont tendance à filer. On avait prévu que la contribution du Cambodge au coût des élections serait de 6 millions de dollars. On est bien au-delà. Le Comité Electoral National, le Conseil Constitutionnel, les dépenses effectuées en province (réfection de routes, etc...), font une addition bien supérieure;

- la fin des khmers rouges coûte cher, le "nettoyage" entraîne des dépenses. On prend en charge les raliés et leurs familles pendant plusieurs mois. On a dépensé pour la guerre à Anlong Veng, et maintenant on dépense pour les régions d'Anlong Veng et de Païlin.

stopper le dérapage des dépenses

On avait prévu des dépenses de 18 à 20 milliards de riels. Cette

Avec une situation politique encore indécise à la veille des élections, un environnement asiatique en général maussade, une communauté internationale -pays donateurs comme investisseurs privés- dans l'expectative, la visibilité est faible à nulle.

Une chose est certaine, le nouveau gouvernement devra faire face à une situation financière difficile, avec un déficit budgétaire important. Il devra se fixer deux priorités : mettre un terme à la dérive des dépenses, et accroître les recettes budgétaires.

Cela n'implique pas seulement plus de rigueur fiscale, un meilleur contrôle des frontières, mais une sorte de mutation des moeurs jusqu'ici pratiquées. Pour affronter les temps difficiles qui s'annoncent, il va falloir mettre de l'ordre et de la transparence dans le système.

somme est de très loin dépassée, dans la proportion de 2 à 3 fois.

Et les élections terminées, on peut déjà prévoir que les dépenses vont s'accroître...

Il faut donc estimer le ministère des Finances :

- que les services fiscaux "donnent un coup de collier";

- et que pendant les 3 à 4 derniers mois de l'année le gouvernement soit plus raisonnable, freine les dépenses, pendant que les services fiscaux devront poursuivre durement leur tâche vis à vis des gros contribuables (pas de passe-droit, d'exonérations, de bontés

diverses, ...).

Et le gouvernement de son côté devra arrêter les dépenses non indispensables (voitures, ...).

recettes fiscales : près de la cible

Il faut noter au chapitre des recettes de bonnes rentrées fiscales grâce notamment à la taxe sur le chiffre d'affaires payée par les entreprises. Juin a été bon, sans doute par un phénomène de date-butoir.

Très bon comportement aussi des Postes et Télécommunications : elles rapportent à l'Etat entre 5 et 6 milliards de riels par mois, et 10 milliards en juin

correspondant sans doute à des règlements d'arriérés).

Du côté des Douanes, les recettes restent un peu au-dessous des prévisions, mais il y a amélioration.

Au total, les recettes fiscales, impôts et douanes, sont pour les 6 premiers mois de l'année entre 48 et 49 % des prévisions annuelles, c'est à dire très près de la cible. "On peut dire qu'à la fin juin, nous sommes en ordre pour les droits et taxes à l'intérieur et à l'extérieur".

recettes non fiscales : net retard

En revanche, pour les recettes non fiscales, qui représentent 20 à 25 % du total des recettes, il y a un net retard. Dans cette rubrique figurent les recettes du bois, celles du caoutchouc, celles de la pêche, de la location d'entreprises, ... Pour ces recettes non fiscales, on n'atteint que 40 % environ des prévisions. Au total donc, côté recettes, l'évolution est encourageante, mais on est très loin du niveau nécessaire pour équilibrer des dépenses qui, elles, dérapent.

quel déficit en 1998 ?

Quel sera dans ces conditions le déficit pour 1998 ?

On ne le saura pas avant la fin

(Suite page 4)

R. JENAR

(suite de la page 2)

à la recherche du sens des choses se concentre plus sur ce qui ne va pas que sur ce qui va bien. Mais dans une situation aussi exceptionnelle et aussi délicate que les élections cambodgiennes de 1998, où la confiance entre les Cambodgiens fait très largement défaut, une telle démarche confine à l'irresponsabilité.

Surtout lorsqu'elle provient d'étrangers jouissant d'une absolue liberté d'expression. Son caractère systématique s'apparente à du dénigrement, ce qui ne ressort plus des dérives classiques de la presse mais relève alors d'une campagne destinée à servir un projet.

Les journalistes comme les militants des droits de l'Homme et certains gouvernements à la

vertu variable ont bien entendu le droit de penser que l'impunité des actes commis en 1997 est plus importante que la réussite d'un processus électoral de nature à résoudre la crise à l'origine des violences de 1997. Mais cette opinion si elle est imposée par un travestissement systématique des efforts faits pour que les Cambodgiens puissent aussi librement que possible décider de leur avenir,

s'inscrit alors dans le cadre d'une opération politique partisane qu'il faut dénoncer. Ce qui est en jeu aujourd'hui au Cambodge, c'est la possibilité de sortir de l'impasse créée par la crise de 1997. Les élections offrent cette possibilité. C'est, me semble-t-il plus important que de réclamer une justice dans un dossier qui n'a pas été instruit, mais dont certains ont d'emblée décidé qu'il était le coupable.

A PROPOS ...

Rappelons que les sondages du CIC, Centre Informatique du Cambodge (CN 93) -que le Phnom Penh Post cite avec beaucoup de réticences dans son n° du 17-23.07- prévoyaient une assez large avance du PPC. Le pourcentage des "non-réponses" n'était que de 22 %, le CIC, qui réalise des sondages depuis 1986, étant beaucoup mieux en confiance avec les

Cambodgiens "de base" que l'Ifrassorc. Les plus récents sondages du CIC n'ont pas été rendus publics.

CEP Takeo : tous PPC !

Concernant la composition des Comités Electoraux Provinciaux il y a eu quelques dérapages, selon un rapport à la composante "Enregistrement" du projet Union Européenne dont Cambodge Nouveau a eu connaissance.

Selon ce rapport : "après la nomination officielle de ces CEP par le président du NEC Cheng Phon, chaque CEP comprenait un membre d'une ONG servant d'"alibi"; à Takeo il y en avait même deux. Aussitôt après la nomination, le gouverneur de Takeo a décidé d'autoriser "d'exclure ces deux intrus pour les remplacer par des gens à lui". "A Takeo, tous les membres du CEP sont membres du PPC, et la moitié d'entre eux en sont

même des membres éminents".

Centre médias du NEC

"(...) Ce Centre médias, espace ouvert à la pluralité des opinions, est un nouvel exemple de l'engagement de l'Union Européenne à aider le Cambodge dans l'organisation d'élections qui soient libres et équitables (...) L'engagement de l'Union Européenne dans ce domaine

(Suite page 4)

finances, économie : visibilité faible à nulle

(Suite de la page 3)

des élections : c'est à cette période que se font les plus grosses sorties de fonds. On saura fin août - début septembre l'importance du manque, l'étendue du problème.

le gouvernement devra-t-il s'endetter ?

Devant un déficit important, on risque d'être contraint à rendre permanent le recours à la Banque centrale.

Pour l'instant, on n'a demandé que des facilités de caisse, c'est à dire que la dette du gouvernement vis à vis de la Banque centrale évolue constamment, selon les entrées et les sorties d'argent.

Un appel à la Banque centrale est conforme à la loi, qui autorise un emprunt équivalent à 10 % des recettes. On est encore très loin de cette limite.

on tient le riel

On a donc reçu des riels, qu'on a distribués. C'est ainsi que la masse monétaire a augmenté, et c'est l'une des raisons de la baisse du riel.

Mais la barrière des 3900 / 4000 riels pour 1 dollar est très attentivement surveillée. Il y a un suivi permanent, on fait le point plusieurs fois par jour. Lorsqu'il y a trop de pression, on vend des dollars pour ramasser des riels et ainsi tenir le niveau.

Ce système peut marcher tant qu'il y aura des dollars. Or les réserves existent (plus de 250 millions de dollars), grâce à la gestion qui a été réalisée précédemment.

S'y ajoute semble-t-il le "trésor" qu'a daté de la République : 12,5 tonnes d'or et 20 millions de dollars qui doivent revenir au Cambodge mais sont encore en Suisse.

A PROPOS ...

est important et l'UE travaille (...) pour assurer une paix et un développement véritables au Cambodge (...) a notamment déclaré le 10 juillet le chef de la délégation de l'UE au Cambodge M. Caillouët lors de l'inauguration du Centre médias du Comité Electoral national (NEC).

sécurité du vote

Il y aura 5 personnes chargées

Si les recettes sont insuffisantes, alors il faudra recourir à un prêt en bonne et due forme, chiffré. Ce serait malheureux, parce que depuis 5 ans c'est ce que le gouvernement a réussi à éviter. Non seulement il a réussi à ne pas s'endetter, mais il a même remboursé de vieilles dettes d'avant 1993.

colmater les fuites

A partir de 1999, le nouveau gouvernement devra donner une meilleure réponse aux problèmes posés par la gestion de

la forêt, de l'hévéaculture, par la fonction publique, par la fiscalité, et reprendre les réformes arrêtées ou différées pour permettre au FMI de revenir, pour permettre une plus grande ouverture de la Banque Mondiale, qui n'est pas partie mais qui restreint son aide, et pour que le Cambodge puisse regarder son avenir plus sereinement.

Les revenus de l'exploitation des forêts, en gros 10 millions de dollars par an pour le gouvernement, pourraient atteindre facilement 40 millions -encore loin des 100 millions préconisés, très loin des 200 millions théoriquement possibles.

Il faudra encore récupérer les droits de douane sur les produits donnés par le Japon, surtout pétrole, mais aussi ciment, produits de consommation courante ... revendus par le gouvernement. Il y a là des régularisations importantes à effectuer. C'est ici le moment d'insister sur l'importance d'une gestion

de la sécurité dans chacun des 11 699 lieux de vote, signale le Centre Média du CEN.

Mais, soulignait le 15 juillet M. Kassie Neou, co-président de la CEN, nous sommes encore loin d'avoir recruté les 1700 observateurs qui sont nécessaires.

le tour du Tonle Sap

Il n'y a plus aucun barrage sur les routes, plus aucun péage, et la sécurité est bonne sur tout l'itinéraire, confirme un expatrié

rigoureuse, dit-on au ministère des Finances : si on arrivait à "colmater les fuites", on aurait un budget équilibré.

1999 sera difficile

A condition que les efforts demandés au gouvernement soient réalisés, et grâce à un nouveau coup de collier des services fiscaux qui auront à instaurer la TVA, on espère retrouver en 1999 la "vitesse de croisière", avec un programme d'investissements raisonnable. Mais il ne faut pas se leurrer :

1999 sera une

année difficile à cause de la crise qui affecte le Sud-est asiatique. Il y aura moins d'investissements

en provenance de l'étranger. Une inquiétude particulière vient du Japon : il est le premier fournisseur d'aide au Cambodge. Si le Japon diminuait son aide, comment le Cambodge financerait-il ses investissements ?

L'avenir, pour 1999, apparaît au total assez sombre. Certains, dans l'hypothèse où tous les voyants resteraient au rouge (insuffisance des recettes, niveau faible des aides extérieures et des investissements) voient se dessiner la possibilité d'une crise sociale.

aides extérieures : en attente

Il faut signaler enfin que les aides extérieures actuellement sont faibles ou insignifiantes. On est dans une situation d'attente. Pour poursuivre ou commencer leurs projets, les donateurs

tendent sans doute que les élections soient passées.

perspectives à long terme

Le ministère des Finances a réalisé une importante étude de prospective à long terme, couvrant la période 1998-2020. *Cambodge Nouveau* y reviendra plus longuement dans son prochain numéro.

Cette étude, dans une première partie, tire de façon très réaliste l'expérience des cinq dernières années. On peut schématiser ainsi les 5 leçons tirées de l'expérience :

- la loi relative aux investissements privés s'est révélée contre-productive. Les coûts de l'incitation fiscale sont trop élevés : 100 millions de dollars/an rien que pour les droits de douane pour un investissement de 200 millions. "Cette exonération encourage la fraude et tue et les produits locaux et la saine concurrence dans le commerce".

- la gestion des forêts devra être maîtrisée. Elle peut rapporter à l'Etat 100 millions de dollars par an, soit le tiers du budget. "Sans mesures sérieuses en matière d'exploitation forestière, le pays ne pourra plus compter sur les contributions des bailleurs de fonds pour maîtriser le pays".

- la réforme administrative est impérative. "Elle peut être mise en place dès la fin de l'année ..."

- mobiliser l'épargne : remettre en ordre le système bancaire, revoir la stratégie et la politique bancaire et de crédit. Arrêter la fuite des dollars (par les casinos : 50 millions de dollars/an); réformer les départements économiques des ministères et notamment la Douane. •

qui vient de réaliser le tour du Tonle Sap en deux jours par Kompong Chhnang, Pursat, Battambang, Siem Reap, Kompong Thom.

RAC : Bangkok-Siem Reap

Comme déjà Bangkok Airways, Royal Air Cambodge assure maintenant la liaison directe Bangkok-Siem Reap : 4 vols par semaine, en ATR.

RAC assure la liaison Phnom Penh-Vientiane deux fois par

semaine.

Siemens arrive

Ce n'est pour commencer qu'un simple bureau, ouvert le 15 juillet avec 4 personnes, et qui va se contenter dans un premier temps d'observer les besoins des Cambodgiens. Mais le responsable W. Kitz envisage un investissement de 5 millions de dollars en 2 ou 3 ans. Domaines : outillage, énergie, construction, services, ...

Phnom Penh

Objectif

l' eau potable au robinet

un entretien avec M. Ek Sonn Chan

directeur général de la Régie des Eaux

En décembre 1995, le directeur de la Régie des Eaux M. Ek Sonn Chan avait exposé pour *Cambodge Nouveau* la situation d' alors et les projets de la Régie des Eaux : fournir de l' eau potable à tous les habitants de Phnom Penh. Deux ans et demi plus tard, on peut faire un nouveau point et mesurer le chemin parcouru.

le plan 1996-2000

L' objectif de la Régie des Eaux pour les 5 premières années de la réhabilitation de l' eau à Phnom Penh est très clair. Il fait l' objet d' un plan de 5 ans.

L' objectif le plus important est de réduire les pertes et d' augmenter la capacité de fourniture de l' eau : ce sont deux problèmes très parallèles.

Selon ce plan, nous devons finir le remplacement ou la réhabilitation du réseau de distribution tout entier, dans les quatre districts de Phnom Penh, dans l' année 2000. Ce sera la fin de ce plan quinquennal commencé en 1996.

En 1993-94 déjà, nous avons posé 8 km de conduites en alliage ductile, sur protocole français de 1992. Cet alliage résiste longtemps et supporte très bien, sans casser comme la fonte d' autrefois, le passage des ca-

mions. Un expert français était venu pour assurer la formation du personnel, pour qu' il ait la capacité de poser les conduites. Au début c' était encore très très lent. Depuis 1996 on a une vitesse acceptable.

placer encore, cette année de l' ordre de 60 km pour terminer ce district.

1999-2000 : Tuol Kork

Restera ensuite le district de Tuol Kork, avec environ 100 km

- à la fin de 2000, toute l' adduction des quatre districts aura été remplacée; l' eau sera potable.
- les pertes passeront de 50 % à 30 % - ou moins.
- squatters : les responsabiliser

avancement des travaux

Nous avons maintenant fini la réhabilitation ou le remplacement du réseau du district de Don Penh, soit 50 km de conduites (don de la France et pose cambodgienne). Et nous avons commencé le district du 7 Janvier où sont déjà posés environ 60 km de conduites (aide japonaise).

Nous-mêmes, la Régie des Eaux, sommes en train de remplacer les conduites dans le district de Chamkar Morn, par des conduites achetées grâce aux prêts Banque Mondiale et Banque Asiatique de Développement. Environ 10 km ont été posés. Nous projetons de rem-

placer, de l' année 1999 à l' an 2000.

diminuer les pertes de 20 %

Nous espérons qu' après le remplacement de ces réseaux, les pertes, qui sont actuellement de 50 %, seront réduites à 30 ou même moins de 30 %.

Les pertes c' est, pour une moindre partie, ce que nous appelons l' eau non facturée. Par exemple l' eau utilisée à partir des bouches d' incendie, et celle de quelques fontaines publiques : ce sont des utilisations normales mais non facturées.

Et puis il y a surtout des "pertes physiques" dues aux fuites et aux mauvaises conditions de notre réseau de distribution, c' est pourquoi nous sommes en train de le rénover. Mais des fuites existent même dans des pays très avancés comme la France, ou Singapour où le réseau est très bien fait : elles atteignent là de l' ordre de 8 à 10 %.

A Phnom Penh, la moitié des rues ne sont pas encore asphaltées et à la saison des pluies, les gros camions passant sur la terre meuble font parfois casser les conduites.

Un exemple : la rue qui passe devant le ministère des Finances. En 1995, on s' est aperçu qu' une conduite, en passant sur le drainage, était complètement cassée depuis longtemps. L' eau passait dans le drainage et par là dans la rivière. Les réparations ont été

faites.

Environ 80 % des conduites doivent être remplacées.

Des exemples concrets montrent que les pertes peuvent être réduites dans de très importantes proportions : en remplaçant pour environ 60 % les conduites du quartier qui est devant l' hôpital Calmette, les pertes sont revenues à 30 %.

Dans le réseau pilote de Tuol Svey Prey I et II, où on a installé des compteurs, les pertes, qui étaient avant remplacement de 48 % sont passées à 18 % ! On espère donc, lorsque le programme aura été achevé, réduire les pertes de 50 à 30 %. Ce qui équivaut à une augmentation de la production de 20 %.

C' est le premier objectif.

Nous avons déjà réalisé plus de 60 % de l' ensemble du programme, et nous sommes dans les temps par rapport au calendrier prévu. Les travaux doivent être finalisés à la fin 2000.

l' eau potable, grand objectif

L' eau actuellement disponible n' est pas encore buvable. Sortant de l' usine, elle est potable, mais en passant par des conduites très anciennes, elle peut se polluer. C' est le grand objectif de la régie des Eaux, souligne M. Ek Sonn Chan, de fournir de l' eau potable aux habitants de Phnom Penh. Il sera atteint en 2001, lorsque nous aurons remplacé toutes les conduites.

squatters : responsabiliser les consommateurs

Nous devons ravitailler aussi les "squatters", qui habitent dans des endroits précaires. Ce sont des endroits très difficiles à contrôler, où il a des pertes.

Pour des endroits comme le quartier situé au-delà du pont Monivong, nous avons une coopération avec une ONG, le PA-DEK, qui consiste à alimenter les gens à partir d' un compteur principal qui est sous le contrôle de la communauté. Les gens ont la responsabilité du compteur principal, et paient l' eau en fonction de cette consommation. Après on installe des compteurs familiaux.

Comme les ruelles sont étroites, la pose des réseaux est très difficile. Il y a des pertes. Mais après le compteur principal, ce n' est plus le problème de la Régie. Comme les gens sont respon-

(Suite page 6)

l' aide internationale à l' eau potable de Phnom Penh 1992 - 2000

Banque Mondiale/PNUD 1992-95 : matériel, assistance technique, total : 6,5 mio de dollars.

Japon (JICA) : 1992-1999 : réhabilitation et alimentation du chateau d' eau du stade olympique, réhabilitation de vannes, réhabilitation de la station de Phum Prek, réservoir de 10 000 m³, extension et renforcement des réseaux, réfection du réseau du quartier du 7 Janvier. Total : 45 mio de dollars de dons.

France : 1992-1996 : filtres de la station de Phum Prek, 50 km de conduites pour le quartier Daun Penh, assistance à la gestion clientèle et commerciale et informatisation, nouvelle unité de production de Chamkar Morn, réhabilitation de l' ancienne. Total des 5 protocoles : 10,4 mio de dollars de dons.

Banque Asiatique : 1997-2000 : achat de canalisations, mise en place d' un nouveau réseau de grosses conduites, assistance technique, total 15 mio de dollars de prêts.

Banque Mondiale : 1998-2000 : construction de la nouvelle usine de Chruy Changwar et raccordement au nouveau réseau, achat de canalisations, assistance technique, programme de réduction des pertes et contrôle de la distribution. Total fournitures, travaux, assistance, formation : 35 mio de dollars de prêts.

(Suite de la page 5)

sables de la consommation, y compris les pertes, qu'ils doivent payer l'eau, ils s'efforcent de diminuer les pertes.

Il y a des zones, par exemple derrière l'ambassade de France, où, quand nous avons commencé à travailler, il nous a semblé impossible de contrôler la situation. Il y a là une conduite de 350 mm, juste au milieu du quartier, et les gens ont parfois construit les maisons au-dessus de la conduite. Ils ne veulent pas être contrôlés. Il a fallu un travail d'explication et trouver des représentants. On a installé un compteur à l'entrée du quartier; de cette façon les gens ont commencé à payer les factures. Malgré tout, il reste là des pertes encore importantes.

Lorsque nous aurons installé la nouvelle conduite de transmission financée par l'ADB le long du boulevard Monivong, la conduite de 350 pourra être abandonnée et les pertes seront diminuées.

Actuellement on ne peut pas le faire parce que c'est une conduite qui alimente le district de Tuol Kork.

facturation et recouvrement

Pour les facturations et les règlements, il faut se souvenir que le taux de facturation (proportion de l'eau facturée par rapport à l'eau consommée) n'était en 1994 que de 50 %. Et pour le taux de recouvrement (factures effectivement payées) il n'était que de 18 % du total.

Avec l'assistance de la France qui nous a aidés à installer un système de facturation automatique, bien contrôlé, et rapide, on arrive maintenant à un taux de recouvrement de 98 %. Mais le taux de facturation n'est encore que d'un peu plus de 50 %. Il y

l'eau potable

a donc encore des pertes énormes.

le prix de l'eau

Il y a 3 catégories de consommateurs. L'eau est facturée selon des tranches qui se superposent.

On voit (tableau) que l'eau est six fois plus chère pour les gros consommateurs que pour les petits.

Ce système progressif est destiné à inciter les gens à ne pas gaspiller l'eau.

- **tarifs : de 300 à 1900 riels/ m3**
- **50 % de l'eau n'est pas payé**
- **1992 - 2000 : 112 mio de \$ investis**
- **où trouver 5 millions de dollars ?**
- **120 000 m3 produits actuellement, 320 000 nécessaires en 2005 ?**

Mais pas seulement. Il contribue aussi à aider les gens à bas revenus qui consomment très peu. 40 % des factures correspondent à moins de 15 m3 par mois et représentent 10 % de la consommation.

Si l'on avait un prix constant pour tout le monde, le m3 devrait être facturé environ 1200 riels par m3. Ce serait beaucoup plus simple pour la Régie. Mais les gens à faible revenu ne pourraient pas avoir d'eau.

Dans le futur, lorsque la production d'eau sera suffisante, et lorsque le niveau de vie aura augmenté, on pourra changer le système, même installer un tarif dégressif comme dans certains pays. Mais actuellement il faut suivre la réalité de la société.

Dans l'avenir, il faudra sans doute augmenter le prix de l'eau, parce que nous achetons des matériaux, des produits chimiques, en dollars, alors que nos factures sont payées en riels.

D'autre part l'électricité que nous vend EDC à des tarifs qui ne sont pas très favorables intervient pour environ 40 % dans nos coûts.

Nous sommes un gros client d'EDC, et le deuxième. Premier ministre a approuvé notre demande de meilleurs tarifs pour l'électricité. Mais,

EDC est autonome elle aussi ... Nous reprendrons la discussion à la fin de l'année.

très peu de fraudeurs

Dans l'ensemble, il n'y a que très peu de fraudeurs. Il arrive que des gens, portant des uniformes de la Régie mais sans ordre de mission ni de carte d'identité de la Régie, essaient de bricoler un compteur pour qu'il enregistre moins que le débit réel. Ils essaient de contacter les consommateurs pour qu'ils

paient 5 ou 10 dollars de moins ... mais ils se font repérer parce que les compteurs sont bien plombés. Au total, la fraude est très limitée.

Nous avons 45 000 abonnés et sur ce nombre moins de 100 fraudeurs. Mais il faut prendre des mesures très dures, sans quoi leur nombre augmenterait. On a trouvé aussi des recéleurs, des revendeurs d'eau. Mais les gros consommateurs sont très contrôlés. Des collecteurs relèvent les compteurs et collectent l'argent tous les 2 mois. Et des inspecteurs interviennent sans délais dans tous les cas signalés litigieux.

des aides bien complémentaires

Au total nous avons beaucoup d'assistance : de la France, du Japon, de l'UNDP, de la Banque Mondiale, de la Banque Asiatique ... Nous sommes très fiers de pouvoir dire qu'il y a une très bonne complémentarité entre ces différentes aides qui travaillent très bien ensemble, souligne M. Ek Sonn Chan. L'assistance française porte actuellement sur la gestion. J'espère bien que la France va continuer à nous aider avec un ou peut-être deux experts, jusqu'à l'an 2001 ou 2002, lorsque nous serons alors capables d'aller seuls.

L'aide japonaise porte sur les réalisations physiques, il y a

ainsi une bonne complémentarité.

Elle concerne deux projets : le premier, 1994-95, de 21 millions de dollars pour la réhabilitation urgente, remplacement de conduites en fonte, quelques conduites principales, réservoirs; le second de 18 millions pour la rénovation du quartier du 7 Janvier.

les projets financés par la Banque Asiatique

Le premier volet de l'aide de l'ADB : acheter 100 km de conduites. C'est fait, elles sont là. Nous sommes en train de les poser.

2ème volet : la pose de "lignes de transmission" (conduites de gros diamètre, de 600 à 1600 mm) nouvelles, environ 16 km. Elles sont nécessaires parce que les transmissions posées dans les années 60 ne suffisent plus pour la demande de la ville. Ce nouveau réseau nous permettra aussi, après l'an 2000, d'amener l'eau dans la banlieue de Phnom Penh, et d'y installer des réseaux de distribution.

Nous sommes en procédure d'appel d'offres et les travaux physiques devraient démarrer en juin-juillet de l'année prochaine.

Ils consistent en la pose de grosses canalisations depuis le nord du pont Japonais le long du boulevard Monivong jusqu'au sud, au pont sur le Tonle Bassac, avec une branche posée le long des boulevards De Gaulle et Monireth jusqu'au pont de Strung Mean Chey. L'achèvement est prévu pour la fin de 2000.

Le 3ème volet de l'ADB est de recruter des consultants pour contrôler et superviser les projets. On a déjà sélectionné la SAGEGE française.

les projets financés par la Banque Mondiale

Ceci est très lié au projet de la Banque Mondiale qui comprend 4 volets.

- les 100 km de conduites;
 - la construction de l'usine de 65 000 m3 de Chruy Changwar, y compris deux conduites de 800 mm, de l'usine jusqu'au côté ouest du pont japonais;
 - des superviseurs pour la construction de l'usine;
 - des experts institutionnels.
- Le projet en est à la phase des appels d'offre pour la construc-

le prix de l'eau

(riels / m3 par mois)

Domestique, de 0 à 15 m3	300
Domestique, de 16 à 30	620
Domestique, de 3 à 100	940
Domestique, plus de 101	1260
Administration tarif unique	940
Commerce-Ind. 0 à 100	940
Commerce-Ind. 101 à 200	1260
Comm. - Industr. 201 à 500	1580
Comm. - Industr. plus de 501	1900

Un abonné qui consomme 90 m3 par mois, par exemple, paie les 15 premiers m3 à 300 riels/m3, les 15 suivants à 620 riels/m, et les 90 - 15 - 15 = 60 m3 restants à 940 riels/m3.

source: Régie des Eaux

(Suite page 7)

(suite de la page 6)

tion de l'usine. On a déjà finalisé la sélection des superviseurs. On a fait les appels d'offre pour acheter les conduites; on est en train de recruter les experts.

Le projet doit commencer au mois de mars 1999. Il sera terminé au deuxième semestre de l'an 2000.

le projet Dinico

Un dernier projet proposé par la compagnie canadienne Dinico, dont le représentant est *Power Investment Group*, consiste à construire une usine de 150 000 m³. Jusqu'à présent nous pensons que ça ne marche pas. Nous avons signé un contrat en septembre 1997, et laissé six mois pour préparer le projet. Les 6 mois écoulés arrivaient le 11 mars 1998. La compagnie a demandé plusieurs délais supplémentaires. Mais jusqu'à maintenant, malgré un ultimatum, ils ne sont pas prêts à démarrer. Il nous reste donc encore quelques problèmes ...

il nous manque 5 millions de dollars

Le principal concerne les finances. Nous sommes dans une période de très gros investissements, c'est ainsi dans le domaine de l'eau : les investisse-

ments sont lourds, et pendant longtemps.

Avec notre projet de réaliser 100 km d'adduction cette année, et les 100 km prévus pour l'année prochaine et 2000, nous avons besoin de 1,5 à 1,6 million de dollars.

A ces projets propres de la Régie s'ajoute le nouveau réseau de gros diamètre de l'ADB, qui coûte environ 10 millions de dollars. Nous devons en financer environ 35 %, selon le principe de la "contrepartie cambodgienne", soit plus de 3 millions de dollars.

Nous avons donc besoin au total de 5 millions de dollars pour les deux années 1999-2000. Nous n'avons pas demandé l'aide des Finances, parce que, organisation autonome, nous devons chercher par nous-mêmes cet argent.

L'autre possibilité, c'est d'emprunter auprès des banques. Mais pour assurer le remboursement, le tarif de l'eau devra être augmenté. Ce n'est pas le moment, en période électorale, d'y insister ...

l'eau potable

augmenter la production d'eau

Un autre sujet de préoccupation, c'est qu'il faudra dans les années prochaines augmenter considérablement la production d'eau potable. Nous avons 3 unités de production.

Celle de **Chroy Changwar**, construite sur la rive du Mékong en 1896 ! Elle est complètement hors de fonctionnement depuis 1983. Nous ne conservons que quelques bâtiments. La Banque Mondiale a accordé son assistance pour reconstruire là une usine de 65 000 m³/jour. Deux nouvelles conduites de 800 mm traverseront le Tonle Sap sous le tablier du pont.

Deuxième usine, construite en 1956, de **Phum Prek** avec une capacité de 100 000 m³. L'aide française a permis le remplacement des 12 filtres de Phum Prek et leur remise en service début 1996. Nous produisons 106 000 m³/jour.

La dernière, celle de **Chamcar Mon**, derrière le ministère de l'Intérieur, a une capacité primaire de 10 000 m³. Elle a été réhabilitée et sa production augmentée grâce aux dons français

: pompes, matériaux, laboratoire ... On a installé 10 000 m³ supplémentaires et réparé l'existant. Soit 20 000 m³/jour.

à long terme que manquera-t-il ?

Ce qui manquera, on ne le sait pas encore exactement. Mais pour ce qu'il faudra, les besoins peuvent être dès à présent définis. En 2005, nous pensons que les besoins seront de l'ordre de 320 000 m³/jour.

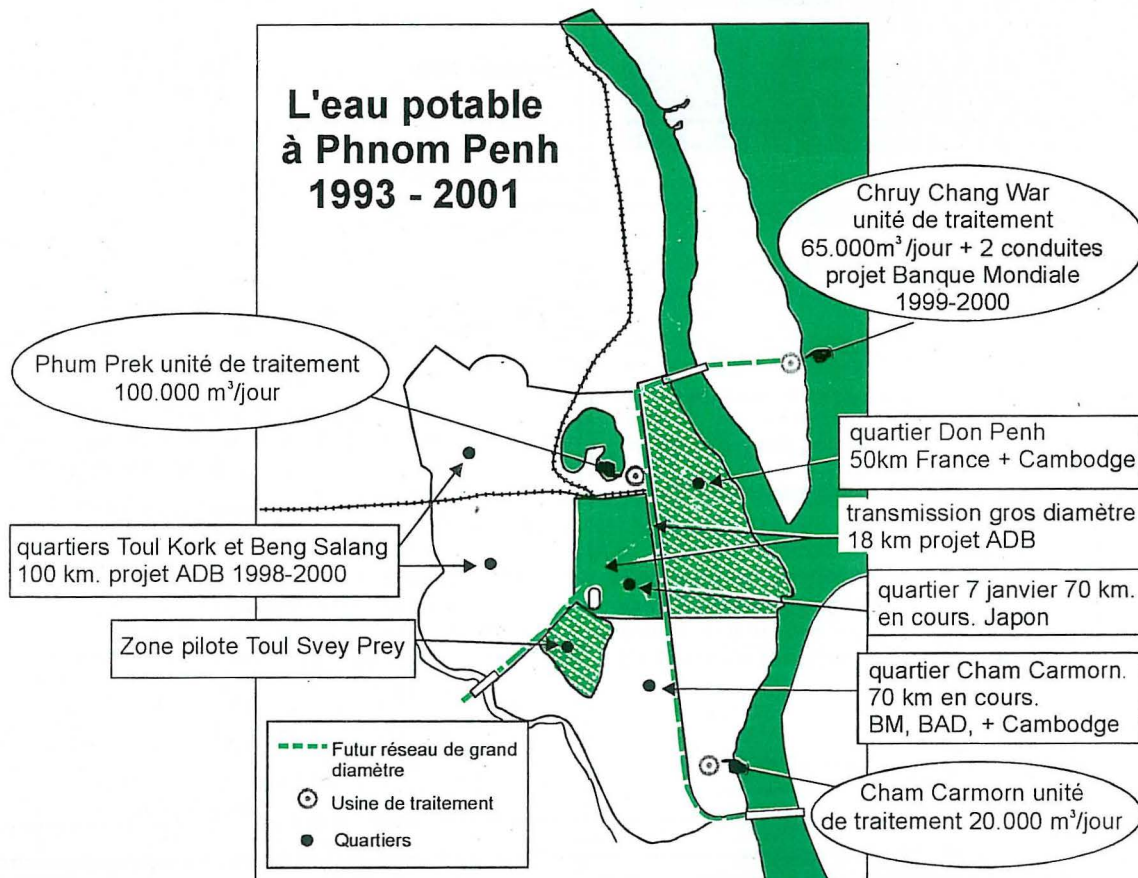
Actuellement nous avons 120 000 m³/jour. Avec les 65 000 m³ de la Banque Mondiale, fin 2000, nous aurons donc 185 000 m³/jour.

Ce serait suffisant pour les 4 districts de Phnom Penh. Mais ce ne sera pas suffisant si on y ajoute les banlieues.

On va donc chercher un nouveau prêt des banques, ou bien des investissements privés ... Cela pour 2000 ou 2001, 2002, 2003.

Appel contre le gaspillage

Nous faisons de notre côté beaucoup d'efforts pour les consommateurs. Mais nous voudrions que de leur côté ils soient de bons consommateurs, qu'ils ne gaspillent pas l'eau. Je souhaite faire un appel aux consommateurs : ne gaspillez pas l'eau !



**Vos rêves se
sont ils envolés?
Appelez Indochine Insurance!**



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers



Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338
Agent pour Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camnico) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

MEDIAS

Samleng Sach Chak

dans les maquis ...

Nhek Bun Chhay, toujours dans les maquis, projetterait d'intégrer à ses forces 200 khmers rouges de Ta Mok rescapés d'Anlong Veng, et de constituer un mouvement politique "Force de solidarité pour la démocratie" avec Khan Savoeurn, Ta Tem, Ta Ngon ... et Ta Mok comme conseiller. Comme pour le "Parti de la Solidarité nationale" créé par Khieu Samphan, l'idée est de se démarquer de l'image et de l'idéologie khmère rouge.

Nhek Bun Chhay d'autre part aurait tenté de négocier avec des responsables militaires thaïlandais la livraison d'une partie du matériel militaire que la Chine et l'ASEAN avaient livré à la coalition tripartite (Sihanouk-Son Sann-khmers rouges) à l'époque où elle combattait l'Etat du Cambodge : 23 chars, 6 camions, 5 tonnes de munitions, conservés depuis lors dans des entrepôts militaires thaïlandais dans la province de Sakeo. Nhek Bun Chhay aurait proposé aux Thaïs de partager moitié-moitié.

Son idée : avoir de quoi négocier avec le prochain gouvernement. (d'après Samleng Sach Chak 4-5 juillet, *The Mirror* 5-11).

Cambodia Daily

Le système électoral

Le système électoral *proportionnel* adopté par le Cambodge, favorise la multiplicité des petits partis, explique R. Jennar. L'Assemblée reflète mieux les nuances de l'opinion, puisque même les petits partis y sont représentés, mais ce système impose ensuite des ententes entre partis, des concessions, et peut permettre à de petits partis d'imposer leurs conditions - "ce qui est exactement le contraire de la démocratie".

Pour diminuer la représentation des petits partis, on adopte le plus souvent (c'est le cas au Cambodge pour ces élections), pour attribuer les sièges de députés, le "système d'Hondt", dit "de la plus forte moyenne".

Première opération : on calcule le nombre de voix nécessaire pour obtenir un siège (le quota) en divisant le nombre total de votes valables par le nombre de sièges attribués à la circonscription (au Cambodge : la province. Ex : Kompong Cham : 8 sièges). Deuxième opération : on attribue des sièges aux partis selon ce quota. Ex : si le quota est de 16 000, le parti qui aura eu 37 000 voix aura d'emblée deux sièges. Et il lui "restera" 5000 voix.

Troisième opération s'il reste des sièges à pourvoir : on ne les attribue pas nécessairement aux partis qui sont arrivés le plus près du quota, ou dont le nombre de voix dépasse celui des voix restantes aux partis déjà "servis". On prend en compte pour les partis ayant déjà obtenu un ou plusieurs sièges, le nombre de voix que se partageraient les députés déjà élus + un député supplémentaire.

Ex : le parti qui a obtenu 37 000 voix et a obtenu 2 sièges : s'il avait 3 sièges, chacun serait élu avec (37 000 / 3) 12 333 voix. Selon le système d'Hondt, on lui attribuerait ce siège.

Alors que dans le système "au plus fort reste", c'est le parti arrivé second avec 12 000 voix, le plus proche du quota de 16 000, et avec un nombre de voix supérieur aux voix "restantes" du parti déjà "servi", qui aurait eu le siège.

(*Cambodia Daily* 11.07)

La Lettre de Phnom Penh

Hôtel à Siem Reap
Beta Mekong Fond a signé un accord préliminaire pour la construction d'un hôtel de 275 chambres près d'Angkor. (*La Lettre de Phnom Penh* 07.98)

CAMBODGE
NOUVEAU
*
le journal
des
dévidéurs
*
votr
meilleur
investis-
sement

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU
est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande
tel 012 803 410 - 023 214 610
e-mail Cambodge.Nouveau@forum.org.kh